



D.R. Patrick Verniers

Président du Conseil supérieur de l'éducation aux médias.

■ Il faut questionner la vision trop simpliste et stéréotypée du terme "fake news". La réalité de l'information ne se réduit pas à une distinction entre les "fausses" informations d'un côté et les "vraies" de l'autre.

tion citoyenne a été lancée⁽¹⁾. Il invite citoyens et experts à contribuer à la lutte contre les "fake news" à travers un processus participatif. Si nous ne pouvons que saluer toutes les initiatives visant à créer un débat citoyen autour de ces phénomènes, il nous semble néanmoins nécessaire de rappeler les risques liés à des tentatives législatives en la matière.

Un premier risque est lié aux valeurs fondamentales de nos démocraties: la liberté de la presse et la liberté d'expression. Légiférer risque en effet d'introduire des intermédiaires et des filtres, voire de nouvelles formes de censure, entre le citoyen et les journalistes ou entre les citoyens eux-mêmes. Le droit d'informer et celui de s'informer librement doivent être préservés.

Un deuxième risque est celui de l'inefficacité de mesures visant à contrôler les médias d'information ou la diffusion de l'information sur les réseaux sociaux. Comment imaginer que des législations nationales puissent réellement atteindre leurs objectifs, sans entraver les libertés fondamentales, dans un système médiatique qui dépasse largement le périmètre des nations et des institutions?

La désinformation, les nouvelles formes de propagande ou encore la propagation des théories du complot ne sont que des symptômes d'un problème plus fondamental: celui d'un déficit chronique des compétences médiatiques du citoyen. Le récent rapport du groupe d'experts initié par la Commission européenne⁽²⁾ conforte cette nécessité en recommandant de promouvoir l'éducation aux médias pour lutter contre la désinformation, de mettre au point des outils qui aideront les utilisateurs et les journalistes à contrer la désinformation, de sauvegarder la diversité et la viabilité des médias d'information.

Si la transparence des algorithmes et des médias sociaux sont nécessaires, il nous semble bien plus urgent de miser sur le développement des compétences médiatiques du citoyen à travers une éducation aux médias pour tous.

Il y a urgence

A cet égard, il faut établir le constat que nos systèmes éducatifs sont encore loin de garantir que chaque citoyen dispose de ces compétences indispensables. C'est pourquoi nous appelons le monde politique international, national ou régional à investir de manière engagée et audacieuse, avec des moyens renforcés, dans l'éducation aux médias tant à l'école que, plus largement, auprès des adultes et des jeunes. Nous appelons tous ces acteurs à s'y atteler d'urgence. En Belgique, une concertation et une coopération renforcée des responsables politiques et des acteurs concernés, à tous les échelons, est plus que jamais nécessaire.

Il est dommage à ce propos que l'initiative fédérale de la consultation ait – jusqu'à présent – ignoré les instances et acteurs de l'éducation aux médias au sein des entités fédérées. Il existe en effet en Fédération Wallonie-Bruxelles comme en Flandre des initiatives et des dispositifs qui ont prouvé leur efficacité en cette matière. Sans doute ne sont-ils ni suffisants ni parfaits et feront-ils l'objet d'une prochaine évaluation pour en identifier les faiblesses et y remédier. Mais l'occasion était belle, à l'échelle du pays, d'harmoniser les perspectives.

A l'approche d'un rapport annoncé fin juin par le site www.stopfakenews.be, nous voulons croire que cela n'est pas trop tard.

→ (1) <https://www.stopfakenews.be>.

→ (2) https://ec.europa.eu/commission/news/tackling-disinformation-online-2018-mar-12_fr

OPINION

L'identité culturelle est une illusion

■ Contrairement à ce qu'on semble croire en Flandre, le propre de la culture est de s'ouvrir, de muter, de se transformer.



Serge Leonard
Avocat

En Flandre, la prochaine campagne électorale tournera sans aucun doute autour de l'identité culturelle. Du moins, ce débat traverse une partie de l'électorat flamand. L'idée développée est de défendre une appartenance culturelle contre la menace du communautarisme. Il est certes louable de défendre les paysages, une architecture, des œuvres d'art, une manière de vivre mais l'idée d'une identité culturelle est une illusion. Il n'y a pas d'identité culturelle, et le propre de la culture est de s'ouvrir, de muter, de se transformer. Les cultures sont dynamiques et ne sont pas emmurées dans leurs particularismes, rivées à un territoire. Il faut relire Goethe: "Une tolérance généralisée sera atteinte plus sûrement si on laisse en paix ce qui fait la particularité des différents individus humains et des peuples, tout en restant conscient que le trait distinctif de ce qui est méritoire réside dans son appartenance à toute l'humanité" ("Ecrits sur l'art", Klincksieck, p. 72).

La culture est bien évidemment ouverte sur l'universel. Que nous soyons façonnés par nos appartenances, c'est sans aucun doute une évidence mais assigner la culture comme forme de repli n'est en aucun cas une valeur. Cette idée d'identité culturelle est aussi liée à l'idée de communauté primant sur l'individu, de la soumission de l'individu à un groupe, de l'identification de l'individu à partir de son appartenance communautaire. Ce n'est pas nouveau et l'histoire nous a malheureusement rappelé la nocivité et la dangerosité de ces concepts.

Durant les années 30, le gouverneur nazi de la Pologne, Hans Franck, s'exprimait en ces termes: "La communauté est plus importante que les tendances libérales et atomisantes de l'individualisme égoïste" (voir Philippe Sands, "Retour à Lemberg", Albin Michel, 2017, p. 259). Il n'y a pas de droits individuels, la communauté est la seule norme. C'est aussi l'idée

que certains criminels nazis, dont Franck, vont défendre au procès de Nuremberg en plaçant que ce n'est pas la responsabilité individuelle qui doit être incriminée, mais la responsabilité d'une communauté. Aux antipodes de la philosophie majoritaire des juristes qui ont pensé le procès de Nuremberg.

Aujourd'hui, l'ère de l'individu démocratique est à nouveau menacée. Le débat est souvent sournois, les attaques sont quotidiennes. Exemple, il faut lire les critiques contre Mai 68 exprimées par les représentants des politiques identitaires. Certes, Mai 68 est un mouvement multiforme qui a connu aussi ses dérives, mais c'est surtout au départ la naissance d'un antitotalitarisme, d'un antifascisme, d'un anticommunautarisme. Cette interprétation de Mai 68 énerve et il est effectivement symptomatique que certains mouvements politiques se soient rués contre cet anniversaire. Les menaces contre l'individu ne se cantonnent pas à cet événement. Les attaques sont légion. L'individu sujet est haï de toutes parts, le "je" est trop souvent considéré comme une faute morale et politique, celle non seulement d'ignorer les appartenances, celle d'ignorer les assignations identitaires mais il est aussi menacé par toutes les atteintes à l'intime, à la vie privée. Il est attaqué notamment par cette emprise de la surconnexion numérique, par le consumérisme et le narcissisme de masse, par la précarité sociale, par une volonté de le conditionner et de lui refuser cette part d'ombre, cette part de mystère, celles de ses rêves, de son imaginaire, de ses passions fortes, de ses désirs, de sa spiritualité...

Face aux dérives totalitaires et identitaires, il nous reste sans aucun doute cette passion du vivant, cette jubilation d'être et de puissance de vie, une passion pour la liberté, pour l'individu "je" et le rappel que la démocratie est d'abord ce qui s'oppose à la primauté des identités.

Une éducation européenne contre le fascisme

Emmanuel Macron est le nouveau Président français, un Président résolument européen. L'Europe se réjouit. Nous nous réjouissons, mais nous restons prudents. Depuis plus de 30 ans, le vote fasciste et identitaire progresse. Le spectre du fascisme hante toute l'Europe. Tous les six mois, nous sommes menacés par l'apparition d'un pouvoir fasciste. Ce fut récemment le cas en Autriche, aux Pays-Bas. A chaque élection, ces partis nous promettent de revenir. Pour faire face, de nombreux partis, des gouvernements, proposent des réformes socio-économiques. Le mal est cependant plus profond et les causes du fascisme ne sont pas uniquement socio-économiques.

Le fascisme procède d'un état d'esprit. L'Europe est née d'une tragédie, elle est née du "plus jamais ça", du "plus jamais des camps de concentration", du "plus jamais des chambres à gaz". Ces horreurs procèdent d'une conception politique qui fait prévaloir l'appartenance aux groupes, aux communautés et qui accorde une priorité à l'esprit fanatique, clanique, ethnique et à l'âme des peuples ("Volkgeist").



Serge LEONARD

Avocat,
Master européen en médiation.

■ L'individu est menacé de toutes parts. Il y a urgence à le réhabiliter. L'école est sans doute la voie royale pour y parvenir. Pour faire face, nous devons avoir le courage de penser une éducation européenne.



C'est l'idée que les individus sont définis par leur communauté identitaire, qu'ils sont assignés à une identité collective, qu'ils font partie de la bonne communauté et que l'important, c'est l'intégrité du groupe et non l'autonomie des personnes. C'est la solidarité clanique à condition d'être conforme et c'est l'excommunication lorsque l'individu oppose sa singularité, sa différence.

Pas de place pour l'individu

Dans la logique identitaire, il n'y a pas de place pour l'individu. C'est le retour de l'ancien régime, de l'obscurantisme. C'est une profonde régression et c'est oublier que, depuis la révolution française, la démocratie se définit comme l'accès à un régime politique où l'individu prime sur le collectif, sur le tout et que le collectif doit être pensé comme devant contribuer à l'émergence de la subjectivité, de la singularité. Voilà, notre horizon démocratique.

Le collectif est au service de l'individu. L'individu a des droits, il est sujet, il peut dire "je". Il existe par sa parole et par ses actes en tant qu'être singulier. Il ne s'agit cependant pas d'un individu exsangue de liens, mais d'un individu qui adhère et crée de nouveaux liens en pensant le lien par l'épreuve du retrait, de la distance, de l'intimité, du questionnement.

Aujourd'hui, l'individu est menacé de toutes parts et il y a de toute évidence une urgence à le réhabiliter. L'école est sans doute la voie royale pour y parvenir.

Les germes du mal

Dans son livre "C'est pour ton bien", Alice Miller dénonce les racines de la violence qui ont conduit à la fabrication des jeunes nazis. Pour cette auteure, cette pédagogie noire provient du fait que l'école des années 30 demande aux enfants de nier leurs émotions, leurs sentiments, leurs désirs, pour s'adapter aux besoins des adultes, aux besoins sociaux. L'objectif est d'exercer une répression massive sur les sentiments et d'utiliser toutes les techniques de conditionnement, de dressage et d'humiliation pour imposer un modèle d'individu, une identité figée et vivée sur le groupe.

En outre, cette répression éducative prétend s'exercer pour le bien et pour l'intérêt de l'enfant. Pour l'auteure, ce modèle éducationnel contient les germes du mal, de la haine qui va conduire au pire. Il nie le vivant, il exprime les passions tristes, la haine de soi et de l'autre. Le livre est remarquable car il démontre comment une éducation

peut former une majorité d'individus à devenir des nazis. Pour faire face, l'auteure propose notamment une école respectueuse des droits de l'enfant, des émotions et des sentiments de l'enfant, de l'enfant lui-même.

L'école européenne se situe donc aux antipodes de cette pédagogie noire dénoncée par Alice Miller. Elle est tout d'abord l'expression du "plus jamais ça", du "plus jamais l'horreur nazie et fasciste". Pour reprendre le livre de Romain Gary, "Une éducation européenne" et ses idées, l'école européenne est anti-identitaire, anti-communautariste, anti-totalitaire. Elle est sans aucun doute le lieu de la transmission des universaux, des mathématiques, des sciences, des droits universels de l'individu, des arts.

L'école de la liberté de penser

Elle est paradoxalement un lieu ouvert sur le monde et aussi un lieu séparé des familles, des communautés, où les enfants ont le loisir d'oublier leurs appartenances pour leur permettre ainsi de penser par eux-mêmes. C'est

Faire émerger
chez l'enfant
cette aptitude
à vivre en
individu libre
dans un monde
européen et
international,
dans un monde
globalisé.

une école qui propose de sortir de la logique d'assignation identitaire pour offrir à l'enfant la liberté de penser le lien en dehors des logiques d'appartenance. Ce n'est cependant pas un monde étriqué sur lui-même, mais une école ouverte sur le monde faisant le pari de l'europanisme, de l'internationalisme, de la solidarité des libertés. Son "appartenance" est celle de l'humanité, de l'universalisme concret, des droits de l'homme.

Enfin, pour reprendre Spinoza, c'est aussi une école qui sait faire la distinction entre passions faibles du ressentiment et passions fortes, passions joyeuses qui amplifient notre puissance d'être, notre puissance d'agir.

Ce type d'école existe déjà et le modèle Freinet en est notamment un exemple. Je pense cependant qu'il faut aller au-delà et que la poursuite de nos fondamentaux doit passer par une réflexion approfondie sur une pédagogie européenne capable de faire émerger chez l'enfant cette aptitude à vivre en individu libre dans un monde européen et international, dans un monde globalisé.

Il y a de notre avenir, de l'avenir de nos enfants et des générations futures. Le fascisme est à nos portes, l'antisémitisme resurgit partout. Pour faire face, nous devons avoir aussi le courage de penser une éducation européenne. C'est sans doute un des prochains chantiers pour des pédagogues européens. Debout l'Europe, vent debout.

OPINION

Un "débat" avec Schyns

Il faut arrêter de croire que tous les enfants sont égaux et capables de réussir sans heurts des secondaires qui les mettent dans le même moule, avant de se prendre une monumentale claque en arrivant dans le supérieur.



Roxane de Fontent
Professeure de Français.

Les lundis de l'enseignement

Que dire à propos de la rencontre à laquelle j'ai participé avec madame la ministre Marie-Martine Schyns ? A dire vrai, il m'a fallu une journée de délai avant de "pondre" ce message car, de fait, cette soirée m'a laissée sans voix. Je l'avoue, je n'étais pas des plus optimistes en me rendant au collège Saint-Pierre de Jette parce que, comme beaucoup, j'ai de plus en plus tendance à me laisser gagner par le défaitisme. Hier soir, j'avais encore l'espoir que nous pouvions changer les choses, faire entendre notre voix. Notre voix, celle des "acteurs de l'enseignement", les vrais, ceux qui sont dans les classes, ceux qui travaillent avec les élèves, ceux qui aiment leurs élèves.

Je fais également partie de ces "acteurs de l'enseignement" qui s'interrogent sur la valeur de la formation, de même que sur l'impact que le Pacte d'Excellence aura sur le fossé des inégalités. J'ai eu à corriger le CE1D (certificat d'études du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire) de français. J'ai ri. Jaune. Le Pacte nous dit qu'il va "rééquilibrer savoirs et compétences". Mais dans quel sens ?

Permettre de gagner des points à Pisa, diminuer le redoublement, c'est très beau. Mais qu'en est-il de la réelle acquisition, par nos élèves, de savoirs et compétences solides ? Est-ce avec 45 minutes de latin par semaine (ou 90 min une semaine sur deux, puisque MMS nous propose des horaires formés en termes de cours de 90 min) que nos élèves pourront analyser un texte ? Saisir la structure de la langue ? Produire une vraie démarche grammaticale ? Je ne parle pas de la culture, puisque les langues anciennes (le latin, le grec) sont rangées dans la section "langues".

Un Tronc Commun tel qu'envisagé actuellement ne me semble aller que dans un sens : celui qui laisse croire que tous les enfants sont égaux, que tous sont capables de réussir sans heurts des secondaires qui les mettent dans le même moule, avant de se prendre une monumentale claque en arrivant dans le supérieur. Le corollaire ?

La floraison prochaine d'écoles privées, d'écoles préparatoires aux études supérieures, de même qu'une demande croissante de professeurs particuliers. Parents, vous serez répartis dans deux camps : celui des citoyens assez fortunés pour se permettre de financer des cours supplémentaires ou le minerval exorbitant d'une école non subventionnée qui permettra à votre progéniture d'accéder aux études supérieures, et celui des piébétiens, forcés de se contenter de l'école publique et de son Pacte de la Médiocrité. Tous auront leur CESS (certificat d'enseignement secondaire supérieur). Vive l'égalité ! Mais la "carrière" d'étudiant ne prend pas fin à 18 ans et c'est là que le bât blesse.

J'aurais tellement d'autres choses à dire et redire sur ce Pacte. Tant de choses que je n'écrirai pas, parce que je vous lasserai (si tel n'est déjà le cas). Ainsi, je terminerai sur ces quelques mots : pourquoi suis-je sans voix après cette rencontre ? Parce que j'ai été marquée par la tension qui régnait dans la salle, laquelle semblait contenir une majorité de professeurs "contre" le Pacte. Parce que j'ai été sidérée de voir la ministre "choisir" les questions auxquelles répondre, tout en omettant soigneusement les parts qui gênaient. Parce que j'ai été mortifiée de la voir si agressive envers les "acteurs de l'enseignement" présents dans la salle, sans lesquels il n'y aurait pourtant pas d'école. Parce que j'ai perdu espoir en voyant à quel point les médias, pourtant présents dans la salle, ont mal – ou pas – relayé l'information.

J'ai réalisé que l'on continuerait à vendre le Pacte et le Tronc Commun comme quelque chose d'absolument merveilleux. Et que si l'on nous dit de participer, en septembre/octobre, aux groupes de réflexion sur l'aménagement des grilles horaires, la ministre précise quand même, en aparté, que si nous sommes trop de représentants des branches les plus touchées (langues anciennes, histoire/géo, ...), il ne faudra pas s'étonner que l'on ne tienne pas compte de notre voix, pour "rééquilibrer les choses".